



« [Avec] América Crece, la région se développe avec nous. »

~ Mauricio Claver Carone, Directeur principal du NSC pour les Amériques

## Favoriser la prospérité



En décembre 2019, la Maison-Blanche a élargi l'initiative Growth in the Americas pour englober des besoins en énergie et en infrastructures plus vastes. L'initiative favorise l'emploi et la croissance économique en catalysant les investissements du secteur privé dans le secteur de l'énergie et d'autres infrastructures en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Les pays de la région commencent à travailler en étroite collaboration avec les États-Unis dans le cadre de l'initiative Growth in the Americas, en particulier pour identifier des moyens de générer une croissance économique grâce à l'investissement.

## Adapter l'engagement



Les États-Unis ont signé des protocoles d'accord dans le cadre de l'initiative Growth in the Americas avec huit pays partenaires : le Panama, le Chili, la Jamaïque, l'Argentine, la Colombie et plus récemment El Salvador, l'Équateur et le Brésil. Ces protocoles d'accord prévoient une adaptation de l'engagement avec nos partenaires. Par exemple, celui du Panama a institué un groupe binational qui a identifié la question de la solvabilité des services publics comme un obstacle majeur à l'investissement. Des experts du Trésor américain ont aidé ETESA, une société de services publics locale, à moderniser sa comptabilité, ce qui lui a permis de bénéficier d'une meilleure cote de crédit et de réaliser des économies sur le service de la dette de jusqu'à 47 millions de dollars.

## Des capacités accrues de financement du développement



La Société de financement du développement international des États-Unis (US International Development Finance Corporation ou DFC) a remplacé la Société de promotion des investissements du secteur privé à l'étranger (Overseas Private Investment Corporation ou OPIC) en décembre 2019. La DFC a un plafond d'investissement élargi de 60 milliards de dollars pour le monde entier et des pouvoirs en matière d'investissement qui peuvent faire l'objet d'adaptations pour permettre le financement de projets d'infrastructure. Le PDG de la DFC, Adam Böhler, s'est rendu plusieurs fois dans la région depuis décembre, notamment au Salvador et en Colombie, pour harmoniser des projets de financement de la DFC, et a signé un protocole d'accord pour catalyser des investissements à hauteur d'un milliard de dollars au Guatemala.

## Des progrès dans des domaines clés

### Énergie

**Résilience du réseau :** L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a lancé la Caribbean Energy Initiative (CEI) en 2019 pour renforcer la résilience en Haïti, en République dominicaine et en Jamaïque. Avec un investissement initial de 5 millions de dollars au cours des cinq prochaines années, la CEI permettra de diversifier les combustibles utilisés par les réseaux électriques et renforcera la résilience aux catastrophes naturelles.

**Intégration et surveillance du réseau :** Le programme pour le secteur de l'énergie du département d'État et l'association nationale des commissaires chargés de la réglementation des services publics des États-Unis (National Association of Regulatory Utility Commissioners) ont organisé conjointement au Honduras du 25 au 27 février un atelier régional sur l'utilisation des énergies renouvelables pour renforcer l'intégration régionale et améliorer la surveillance réglementaire du secteur de l'énergie en Amérique centrale.

**Capacité accrue :** La DFC a investi dans la centrale Energía del Pacífico au Salvador, qui devrait contribuer à accroître la capacité nationale de production d'électricité de plus de 20 %.

### Mobiliser l'implication du secteur privé



### Une infrastructure durable et transparente

**Des pratiques de passation des marchés transparentes :** Des experts du département d'État et du programme de développement du droit commercial du département du Commerce se sont rendus au Pérou et dans d'autres pays partenaires pour partager les meilleures pratiques en matière de passation de marchés transparente dans le secteur des infrastructures.



**Infrastructure durable dans le secteur de l'eau :** Des experts du corps des ingénieurs de l'armée des États-Unis, de l'agence américaine pour la protection de l'environnement (EPA), de l'US Geological Survey et des départements d'État et de l'Intérieur se sont rendus au Panama en janvier pour partager les meilleures pratiques de gestion des bassins versants pour le canal de Panama.

### Infrastructure numérique

**Formation au câble à fibres optiques :** L'Agence des États-Unis pour le commerce et le développement (USTDA) a invité des responsables des télécommunications d'Argentine, du Chili et de l'Équateur aux États-Unis du 1er au 20 mars dernier. Ce déplacement a permis de mettre en évidence les meilleures pratiques des États-Unis en matière de conception, de fabrication, d'installation et de réglementation des systèmes de câbles dans le cadre des projets à venir de câbles à fibres optiques sous-marins, de haut débit et d'autres projets dans le secteur des technologies de l'information.

**Partenariat en matière de cyber sécurité numérique et de connectivité (DCCP) :** En décembre, le sous-secrétaire d'État à la croissance économique, Keith Krach, a annoncé l'expansion du DCCP sur le continent. Avec un financement à hauteur de 10 millions de dollars, cette initiative aidera la région à promouvoir la connectivité, un Internet ouvert et à améliorer la sécurité informatique.

### Tables rondes du secteur :

Le 20 février, le secrétaire adjoint à la direction du Commerce international du département du Commerce, Nazak Nikakhtar, a organisé une table ronde pour informer les parties prenantes de l'industrie américaine des objectifs d'América Crece.

Le 27 février, les départements de l'Énergie, du Trésor et de l'État, l'USTDA et l'USAID ont organisé une table ronde du secteur privé en Jamaïque avec le ministre jamaïcain des Sciences, de l'Énergie et de la Technologie, Fayval Williams, pour stimuler et promouvoir l'investissement dans le secteur de l'énergie et d'autres projets d'infrastructure.

### Facilitation de l'investissement privé :

Le 20 février, le conseil d'administration de l'Export-Import Bank of the United States (EXIM) a approuvé une garantie de prêt de 18,4 millions de dollars au bénéfice d'A-Evangelista S.A., une société de Buenos Aires, qui lui permettra d'acquérir du matériel pétrolier et gazier auprès de trois sociétés américaines. AESA se servira de cet équipement pour mettre en valeur des gisements de pétrole et de gaz de schiste dans la formation de Vaca Muerta en Argentine.